



## Déclaration UNSA-Éducation au CTA extraordinaire du 3 novembre 2020.

### **Reprise de l'École en confinement : protéger et ne pas exiger l'impossible.**

Encore une rentrée atypique à bien des égards. « À chaque jour suffit sa peine », dit le proverbe... « À chaque rentrée, son lot d'anxiété » va-t-on finir par dire dans l'Éducation Nationale.

Lors du précédent CTA, nous vous faisons part, Madame la Rectrice, de l'état d'épuisement considérable de nos collègues à l'issue de la première période de l'année scolaire. Nombreux étaient celles et ceux qui attendaient les vacances pour se ressourcer...

Nous ne pouvions alors imaginer l'horrible attentat qui allait frapper notre collègue Samuel Paty. Avec la Covid-19 qui accapare notre esprit depuis beaucoup trop de mois, nous en avons presque oublié que, comme le virus, l'obscurantisme est actif, virulent, qu'il circule de manière importante et qu'il tue. Il a comme ennemis et comme cibles la culture et l'éducation. Cependant, plus que jamais, l'école reste l'un des moyens les plus puissants et les plus efficaces pour le contrer. Encore faut-il lui donner les moyens de ses missions et soutenir ses acteurs par des choix, des moyens, des actes et plus simplement par des paroles de soutien, nécessaires mais clairement insuffisantes.

Nous ne pouvions pas plus imaginer que le mercredi 28 octobre, le Président de la République annoncerait un nouveau confinement pour au moins quatre semaines, précisant que les écoles, les collèges et les lycées resteraient ouverts pendant cette période.

À l'UNSA Éducation, nous partageons la nécessité de maintenir le lien au sein des espaces scolaires avec les élèves. Il y a un enjeu éducatif et sociétal important pour lutter contre les inégalités, et maintenir un lien éducatif fort. Nous aurions d'ailleurs souhaité qu'une réflexion soit menée dans l'enseignement supérieur pour ne pas placer tous les étudiants en enseignement à distance à l'université, car là aussi il y a un enjeu sur l'accompagnement des jeunes dans leurs études en particulier sur le premier cycle.

Mais si nous partageons la nécessité de maintenir le lien dans les écoles et établissements, nous revendiquons que les personnels soient respectés, protégés, accompagnés.

#### **Pour l'Unsa-Éducation, ne pas respecter les personnels, est intolérable.**

Les collègues qui ont à maintes reprises montré leurs capacités d'adaptation rapide, ont une nouvelle fois répondu présents sacrifiant bien souvent leurs derniers jours de vacances. S'ils ont « fait au mieux », pour l'UNSA Éducation, il est évident qu'il était inconcevable de demander à ce que le protocole sorti dans la soirée du jeudi 29 octobre soit appliqué partout dès lundi 2 novembre.

D'ailleurs, de tels délais réduits à l'extrême, ça ne vous rappelle rien ? À l'UNSA Éducation, on perçoit un air de déjà vu...lors du déconfinement, acte 1, dans la précipitation le 11 mai.

Rassurez-vous, Madame la Rectrice, on ne va pas vous infliger la totalité de l'histoire. Lorsque nous appelions de nos vœux un ministère apprenant, Monsieur le Ministre nous répondait que tout était prêt quand viendrait la seconde vague... Comment cela se serait-il passé si notre haute administration n'avait pas été prête ?

Certes, cette crise sanitaire inédite apporte son lot de contraintes et de réajustements tant ce virus est imprévisible... Mais rien ne justifie, ni même n'explique que l'on préfère la communication via les médias télé ou radio à la légitime information des agents en priorité.

Cette façon de faire de notre ministère a déjà fait l'objet dans toutes nos instances de remarques, de demandes de rectification ; a déjà fait l'objet d'alerte sur les effets délétères qu'elle a sur les collègues, jusqu'ici sans qu'il y ait plus de prise en compte que ça.

Le contournement systématique des personnels et de leurs représentants, des associations, des élus locaux de la part de notre ministère et plus généralement de ce gouvernement a pourtant suffisamment engendré de chaos pour qu'on soit en mesure d'espérer un peu de considération. Jusqu'ici, c'est quasiment en vain.

Et en procédant ainsi, les personnels sont mis en permanence sous pression du fait des options prises et des délais retenus pour les appliquer ?

Quand, notre ministère réalisera-t-il que pour réussir à surmonter au mieux cette nouvelle vague, l'énergie et les compétences de toutes et tous, enseignants, psy-EN, inspecteurs, directeur d'école, personnels de direction, personnels de vie scolaire, AESH, personnels administratifs, techniques, de service social, de santé est nécessaire. L'articulation avec les Collectivités territoriales, indispensable en bien des aspects, doit être correctement pensée et organisée, afin de ne pas mettre en difficultés celles et ceux qui dans les écoles et établissements ont la charge de la mise en œuvre des politiques locales en accompagnement de l'action de l'État.

### **Pour l'Unsa-Éducation, protéger les personnels, est indispensable.**

Prendre la mesure d'une deuxième vague de l'épidémie aussi forte que soudaine, c'est aussi répondre aux craintes des personnels et les protéger efficacement.

Ainsi l'Unsa-Éducation a-t-elle réaffirmé que les personnels vulnérables tels que définis au mois de mai ne devaient pas se rendre dans les écoles, les établissements et les services et être protégés. Notre fédération revendique la suppression du jour de carence ainsi que la reconnaissance de la COVID 19 comme maladie professionnelle.

Les équipements fournis aux personnels doivent répondre aux critères de protection. C'est pourquoi, l'Unsa-Éducation a exigé le remplacement des masques DIM et vous a demandé par courrier de vérifier que cela a effectivement été fait dès ce lundi. L'Unsa-Éducation continue de réclamer des équipements spécifiques pour les personnels infirmiers ou médecins dans les établissements et également les AESH, qui accompagnent de plus en plus souvent des élèves non masqués.

Enfin, le recours au télétravail doit être favorisé dès que possible en particulier dans les services académiques, mais pas seulement. Cela doit être appréhendé finement au sein de chaque service, circonscription, et autres établissements.

Bref, rien d'extravagant dans les revendications de l'Unsa-Éducation en matière de protection des personnels par l'État employeur.

Cependant, l'attitude de notre ministère interroge également dans ce domaine.

Nous ne reviendrons pas sur la polémique autour des masques DIM, dont la nocivité potentielle et l'inefficacité de la filtration ont fait couler beaucoup d'encre, en même temps qu'elles ont angoissé et mis potentiellement en danger les collègues utilisateurs...

Par contre nous avouons ne pas comprendre qu'il ait fallu attendre la FAQ ministérielle de dimanche soir pour officialiser la situation des personnels vulnérables. Comment ne pas y voir une nouvelle preuve du mépris de ce ministre pour ses personnels.

La décision du Conseil d'Etat était pourtant claire, connue et aurait dû permettre d'anticiper la rentrée et de placer ces personnels en ASA ou en télétravail bien en amont.

Au lieu de cela, on est resté sur une attente d'un éventuel texte qui modifierait peut-être les éléments connus à ce jour... Ajoutons que même dans ce cas, une gestion humaine des ressources humaines appelait à une réponse fondée sur les éléments en vigueur à la date de la demande.

Imaginerait-on en enseignant faire l'impasse sur une partie du programme en invoquant une peut-être future réforme ?

La situation est suffisamment complexe entre contexte terroriste et crise sanitaire majeure, pour qu'on ne rajoute pas du stress par une communication erratique qui évite les voies officielles et une gestion brinquebalante des personnels, à fortiori les plus fragiles.

### **Pour l'Unsa-Éducation, rassurer les personnels est tout aussi nécessaire.**

Pour rassurer, il est nécessaire d'avoir des indicateurs et des informations fiables. C'est pourquoi les indicateurs de suivi des personnels contaminés doivent continuer à être publiés mais être plus fournis et précis afin de mesurer d'éventuels risques dans les écoles et les établissements. Des études scientifiques doivent également être menées comme cela avait été le cas pour Crépy en Valois afin d'améliorer la compréhension.

### **Enfin pour l'UNSA Éducation il faudra très rapidement anticiper**

Anticiper sur les épreuves d'examens qui arrivent, définir des aménagements nécessaires pour les programmes et supprimer la première série d'EC.

De même il est nécessaire d'anticiper la gestion des périodes de stages pour la voie professionnelle et de prendre en compte la situation des apprentis.

**Des personnels de l'éducation respectés, reconnus, protégés, accompagnés, informés, c'est le sens de l'action de l'UNSA Éducation et de ses syndicats dans cette période complexe et éprouvante.**